Entretien paru dans le quotidien italien « Il Foglio » (avril 2005).

LA MORT DU PAPE JEAN-PAUL II

1) *Jean-Paul II, le premier pape du temps postmoderne, qui a abattu le communisme et concilié le christianisme avec la globalisation ?*

N'exagérons rien. Si l'élection d'un pape polonais a sans doute galvanisé la résistance de ses compatriotes face au système soviétique, il est tout à fait abusif de présenter Jean-Paul II comme le « vainqueur du communisme ». L'effondrement du système soviétique a d'abord eu des causes internes, et l'URSS est toujours restée un pays orthodoxe où le catholicisme n'est jamais parvenu à se développer sérieusement. C'était d'ailleurs, on le sait bien, l'un des grands regrets du souverain pontife. La chute du communisme a en revanche incontestablement permis à la globalisation de s'accomplir. Cette globalisation est d'abord un phénomène économique, technologique et financière : elle vise tendanciellement à transformer la planète en un vaste marché homogène, la transmission des informations en « temps zéro », c'est-à-dire de manière instantanée, équivalant à une sorte d'abolition du temps et de l'espace. Dans ce monde désormais globalisé, l'instance médiatique joue un rôle essentiel. Jean-Paul II a eu le mérite de le comprendre. D'où ses innombrables voyages et les actes magistériels extraordinairement nombreux de son pontificat (14 encycliques, 11 constitutions apostoliques, 42 lettres apostoliques, 28 motu proprio, auxquels s'ajoutent des milliers de messages et de discours). Le pape a ainsi, toute sa vie durant, témoigné de l'importance de l'instance médiatique. Son agonie et sa mort elles-mêmes ont fait l'objet d'un traitement médiatique sans précédent, allant même jusqu'à l'indécence. L'ironie de l'histoire est que ce « grand communicateur » est mort sans voix. On pourrait y voir un symbole.

2) *La stratégie de la « nouvelle évangélisation » de l'Europe n'a pas marché. Voulez-vous nous expliquer ce constat et nous dire les raisons de cet échec ?*

Jean-Paul II a fait entendre la voix de l'Eglise dans le monde entier et s'est adressé à des millions de jeunes sur tous les continents, notamment à l'occasion des « Journées mondiales de la jeunesse », qui furent l'une des innovations majeures de son pontificat. Ces déplacements ont certainement contribué à raffermir la foi des croyants. Mais cela suffit-il à parler de « nouvelle évangélisation » ? Le monde n'est en réalité pas plus catholique ou chrétien qu'il ne l'était au moment de l'élection du souverain pontife qui vient de disparaître. La raison fondamentale en est que, dans les pays occidentaux tout au moins, le statut même de la religion a changé.

Au cours de l'histoire, la religion a toujours été d'abord un mode de structuration de la société globale. C'est cela qui faisait sa force. Or, nous vivons aujourd'hui dans un monde qui assigne au fait religieux un tout autre statut. Depuis le XIXe siècle, les Eglises ont été progressivement exclues de la sphère publique, pour voir leur champ d'action cantonné à la société civile, c'est-à-dire à la sphère privée. L'Eglise catholique ne peut plus, dès lors, être la clé de voûte de la société globale ni imposer ses vues à la collectivité. Elle ne norme plus la vie sociale dans le triple registre des croyances, des valeurs et des comportements. Cette évolution a si bien été intériorisée par nos contemporains que même les croyants, dans leur vaste majorité, n'attendent plus de l'Eglise qu'elle vienne instaurer un ordre politique ou social chrétien. Ils peuvent bien entendu contester telle ou telle loi civile du point de vue de leurs convictions, au nom de la « loi naturelle » par exemple, mais ils savent bien que les « sociétés chrétiennes » appartiennent au passé. Dans le même temps, l'idée s'est imposée que la puissance publique doit rester « neutre » en matière de croyances, qu'elle n'a pas à proposer un modèle particulier de « vie bonne », un modèle particulier de *bien*, mais plutôt à respecter et garantir le pluralisme des valeurs et des convictions. Dans de telles conditions, la croyance religieuse acquiert le statut d'une *opinion* parmi d'autres, certes aussi légitime que les autres, mais qui ne saurait être considérée comme intrinsèquement meilleure.

Savoir s'il y a plus ou moins de croyants au sein de la société globale n'est donc plus fondamentalement ce qui compte. Même une société dont la vaste majorité des membre s'affirmeraient croyants et pratiquants ne serait plus aujourd'hui une « société chrétienne ». Encore une fois, c'est le statut du fait religieux qui a changé. C'est en ce sens qu'une « nouvelle évangélisation », au sens plein de cette expression, est tout simplement devenue impossible.

3) *La nature universaliste du christianisme et son absence de fondamentalisme. Quelles sont les contradictions du christianisme qui ont causé sa faiblesse devant les religions intégralistes ?*

Je ne pense pas qu'on puisse dire que le christianisme soit par nature à l'abri du « fondamentalisme ». Au cours de son histoire, le moins qu'on puisse dire est qu'il n'a pas toujours fait preuve d'esprit de tolérance et d'ouverture. Aujourd'hui encore, les chrétiens traditionalistes ou « intégristes » s'opposent avec vigueur à l'idée de « liberté religieuse » qui, selon eux, revient à minorer la vérité de la doctrine catholique par rapport aux autres religions. Quant au protestantisme, il a aussi son aile « fondamentaliste », aujourd'hui particulièrement bien représentée dans l'entourage le plus belliciste de George W. Bush (ceux qui répondent à la *djihad* par la « croisade »). A l'inverse, je ne pense pas non plus qu'on puisse dire qu'il y ait des religions intrinsèquement « intégralistes ». L'islam lui-même n'est en aucune manière cette entité unitaire et homogène qu'imaginent si souvent les tenants du « choc des civilisations ». Il est au contraire traversé de tendances et de courants totalement différents. Quant à l'islamisme, dans ses aspects les plus convulsifs et les plus violents, il a d'abord pour ennemis d'autres musulmans.

4) *L'œcuménisme de Jean-Paul II est-il une utopie ?*

Tout dépend comment on l'entend. L'œcuménisme est certainement utopique s'il fait abstraction des différences fondamentales qui existent entre les différentes religions. Il peut être au contraire réaliste s'il

se borne à prôner un « dialogue » interconfessionnel. Mais la question reste de savoir un dialogue en vue de quoi ? Or, depuis la célèbre « rencontre des religions » organisée à Assise le 27 octobre 1986, même ce dialogue semble avoir atteint ses limites. En septembre 2000, la publication par la Congrégation pour la doctrine de la foi de la déclaration *Dominus Jesus*, qui réaffirmait avec force que seule l'Eglise catholique détient la « plénitude de la vérité », a été accueillie avec beaucoup de déception par les Eglises réformées. Quant au dialogue avec les orthodoxes, il s'est lui aussi soldé par un échec. Jean-Paul II, qui avait au début de son pontificat appelé l'Europe à « respirer par ses deux poumons », et qui avait constamment exprimé son désir de se rendre à Moscou, s'est heurté au plus vives réticences. Non seulement il n'a jamais pu aller en Russie, où la méfiance entre les Eglises orthodoxe et romaine ne s'est pas atténuée, mais l'Eglise orthodoxe, qui a retrouvé la position d'Eglise d'Etat qu'elle avait perdue en 1917, n'a cessé de reprocher au Vatican de poursuivre son « expansion » en Ukraine, en Biélorussie et au Kazakhstan.

On a beaucoup parlé ces jours-ci du voyage de Jean-Paul II à Jérusalem et de sa politique de rapprochement avec le judaïsme. Là encore, il me semble que tout cela relève surtout de la représentation médiatique. Après avoir solennellement répudié la « théologie de la substitution » (qui avait institué le christianisme en *Verus Israel*), le Vatican s'est décidé, sous le pontificat de Jean-Paul II, à établir des relations diplomatiques avec l'Etat d'Israël. Les contreparties qu'il espérait en échange se sont fait attendre. Le pape a constamment déclaré que l'Eglise reconnaissait désormais dans les juifs ses « frères aînés », mais cette expression contenait elle-même une subtile ambiguïté lorsque l'on sait que, dans la tradition biblique, la faveur de Dieu est avant tout réservée aux cadets ! Les représentants du judaïsme mondial ont donc pris acte de ces déclarations sans se départir, sur le fond, d'un certain scepticisme, voire d'une certaine méfiance, encore entretenue par les querelles autour du carmel d'Auschwitz ou du projet de béatification d'Isabelle la Catholique. La montée de l'orthodoxie au sein du judaïsme et la persistance des tensions au Proche-Orient font que le dialogue judéo-chrétien n'a pas eu de prolongements véritablement théologiques, et qu'il reste à bien des égards à sens unique.

5) *Wojtyla, le pape qui a reconnu les erreurs de la religion catholique ?*

C'est en effet un thème important, qui a surtout pris de l'ampleur depuis la fin des années quatre-vingt-dix et qui n'a pas manqué de frapper les esprits. En affirmant sa volonté de « repentance » – expression qui n'est pas sans évoquer la notion juive de *techouvah* –, l'Eglise a apparemment décidé de faire son autocritique. Cette démarche a culminé lors du Jubilé de l'an 2000, où l'on a vu le pape demander pardon pour toutes les fautes commises par des chrétiens au cours de l'histoire : les croisades, l'Inquisition, les massacres qui ont accompagné la conquête de l'Amérique latine, l'esclavage, les persécutions envers les juifs, etc. Certains chrétiens traditionalistes se sont scandalisés de ces déclarations, dont on ne trouve, il est vrai, aucun équivalent de la part des représentants des autres religions. Il reste à en apprécier la portée. La « repentance », en effet, pourrait très bien être interprétée comme un moyen d'être moins vulnérable à la critique. On pourrait aussi remarquer que l'Eglise, attentive à toutes les autres victimes du passé, n'a jamais exprimé la moindre « repentance » envers les païens, qu'elle a persécutés pendant des siècles.

6) *Un pape moderne, ouvert aux jeunes, un pape qui a su unir les catholiques du monde, mais qui est resté « intégraliste » sur des thèmes comme l'avortement, la recherche sur les cellules germinales,*

l'euthanasie ?

On a beaucoup reproché à Jean-Paul II ses positions en matière de morale sexuelle. C'est à mon avis un reproche qui montre que les gens ne savent même plus aujourd'hui ce qu'est un dogme. On peut bien entendu être en total désaccord avec le pape dans les domaines que vous évoquez – sa condamnation rigoriste de l'usage du préservatif est même à mon sens scandaleuse, quand on en connaît les conséquences –, mais il y a quelque naïveté à s'étonner que le chef de l'Eglise catholique réaffirme sur de tels sujets ce qui a toujours été la position de son Eglise, comme si les doctrines religieuses pouvaient « évoluer » à la façon des discours de circonstance ou des programmes politiques.

Cependant, on touche là une question essentielle, qui est celle des limites concrètes de l'audience médiatique de Jean-Paul II. Ces limites dérivent de l'individualisation de la foi. Pour beaucoup de nos contemporains, qui sont constamment tentés par le « bricolage » spirituel, la religion se ramène à une « spritualité » sans aucune discipline. Les gens ne recherchent plus tant le salut que des repères (du « sens ») ou des recettes de « bonheur ». Bien des croyants attendent au fond de la religion ce que d'autres attendent d'une cure ou d'une thérapie : un confort intérieur, un plus grand bien-être. Le résultat de cette individualisation de la foi est le rejet spontané de tout ce qui pourrait limiter la liberté individuelle. Les notions de règle et de sanction s'effacent devant le souci de soi. C'est ce qui explique le contraste entre la bonne image dont Jean-Paul II n'a cessé de jouir dans l'opinion et sa faible autorité en matière de normes de comportement. Un tel contraste est caractéristique de l'époque postmoderne : l'individu, même lorsqu'il a la foi, a de plus en plus de mal à accepter l'idée que cette foi puisse entraîner des limitations de sa « liberté ». C'est pourquoi Jean-Paul II a été plus admiré qu'obéi.

7) *L'Occident en marche vers le nihilisme. Quelles en sont les causes ? Si les religions ne peuvent pas sauver l'homme de l'autodestruction, qu'est-ce qui peut le sauver ?*

L'une des causes essentielles (car il y en a certainement plusieurs) du nihilisme contemporain me paraît être le progrès de ce que j'appellerai l'idéologie du Même, c'est-à-dire l'éradication de toutes les différences porteuses de sens sur fond d'individualisme égalitaire. Dans un climat général où rien n'est censé être plus fondamentalement *vrai* qu'autre chose, la perte des repères crée toutes sortes de pathologies sociales, dont témoignent par exemple la dissolution du lien social et la montée des égoïsmes ou la réapparition, parfois sous des formes convulsives, des revendications identitaires. Les religions peuvent apporter des réponses, mais celles-ci, pour les raisons mêmes que j'ai évoquées, ne peuvent avoir qu'une portée individuelle. Les individus sont condamnés à trouver par eux-mêmes une raison d'être à leur présence au monde, sans que cette raison puisse être posée, de nos jours, comme un véritable projet collectif. Qu'est-ce qui pourrait alors sauver l'homme de l'autodestruction ? Qui prétendrait aujourd'hui détenir la réponse à cette question s'illusionnerait lui-même ou serait un menteur. Heidegger disait : « Seul un Dieu peut nous sauver ». Et aussi : « Là où croît le désert, croît aussi ce qui sauve ».

Alain de Benoist